



RAPPORT ANALYTIQUE SUR LA MANIFESTATION DES MDM DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

octobre - novembre 2023

NDAO HIFIDY



Les idées et positions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions de
l'USAID ni de l'EISA.

PLAN

Contexte

Echantillon d'analyse

Résultats d'analyse de monitoring des MDM dans les médias

Fluctuation de la diffusion des fausses informations dans les médias

Origines des MDM dans les médias

Les MDM dans les médias classique selon un échantillonnage

Les MDM selon le type et genre journalistique

Les catégories de MDM selon le canal de communication

Les principales sources de MDM selon leur genre

Les principales sources de MDM selon leur tranche d'âge

Les MDM selon leur niveau de risque

La récurrence de MDM dans les médias

Les sujets de MDM les plus abordés dans les médias

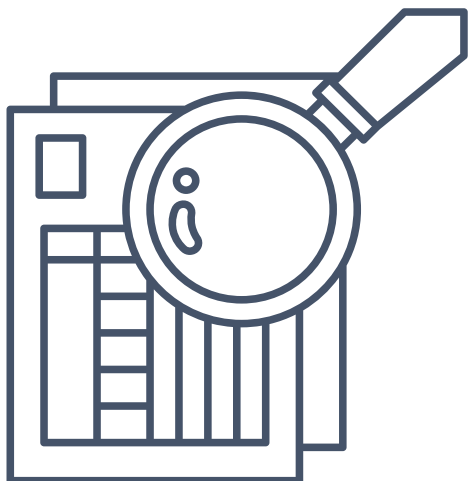
Les principales cibles de MDM

Les MDM à cible unique

Les MDM à plusieurs cibles

Synthèse de recommandations

CONTEXTE



La sphère politique malgache a été caractérisée par de nombreux événements politiques majeurs, durant la période allant du 16 octobre au 15 novembre 2023. La révélation du décret de naturalisation française du président sortant et candidat à l'élection présidentielle, Andry Rajoelina est restée au cœur des discussions. A titre de rappel, 11 candidats à l'élection présidentielle de Madagascar ont soulevé la question de l'acquisition de la nationalité française d'Andry Rajoelina, et ont tablé sur l'article 42 du Code de la nationalité malgache, lequel dispose qu'un citoyen perd la nationalité malgache s'il acquiert volontairement une autre nationalité. Les 11 candidats à la présidentielle, qui se sont unis dans une alliance de convenance appelée « collectif de candidats », ont par la suite contesté la validité du certificat de nationalité d'Andry Rajoelina, document nécessaire pour se présenter à l'élection présidentielle à Madagascar. Ils ont demandé à la Haute cour constitutionnelle

d'invalider la candidature de ce dernier. Dans la même perspective, les informations sur la possession de nationalité étrangère d'autres candidats à part Andry Rajoelina ont également fuité dans différents canaux de communication. En effet, des preuves de la nationalité française du candidat Jean Jacques Ratsietison ont circulé sur les plateformes de médias sociaux. L'intéressé a par la suite indiqué que, contrairement à Andry Rajoelina, il a obtenu sa nationalité française par filiation. Après les révélations sur la double nationalité du candidat Jean Jacques Ratsietison, l'acquisition de la nationalité française par Sendrison Daniela Raderanirina, un autre prétendant à la magistrature suprême de Madagascar, a également fuité. Selon les informations qui ont circulé sur le réseau social Facebook, le candidat n°11 aurait obtenu sa nationalité française au mois d'août 2000.

Par ailleurs, la période d'analyse est notamment marquée par la campagne électorale du premier tour de l'élection présidentielle. Si les candidats Andry Rajoelina et Sendrison Daniela Raderanirina ont sillonné le pays pour faire leur campagne électorale, de leur côté, le Collectif des candidats et leurs partisans ont boycotté la campagne et ont poursuivi leur manifestation à Antananarivo et ses périphéries, tandis que des partisans du Collectif ont poursuivi leurs manifestations dans quelques localités de la Grande Ile. Des manifestations qui

se sont soldés par des arrestations, et régulièrement dispersées par les gaz lacrymogènes des forces de l'ordre. Pour rappel, la majorité des candidats à la présidentielle de Madagascar ont réclamé la suspension du processus électoral et un report du scrutin présidentiel. Pour cause, le Collectif a exprimé des critiques concernant le non-respect de la Constitution, la partialité des institutions étatiques en faveur du candidat Andry Rajoelina, les irrégularités dans le déroulement des élections, ainsi que l'inconstitutionnalité de la validation de la candidature du président de la République sortant. Le Collectif appelle ainsi à la réorganisation de la Commission électorale nationale indépendante, jugée partielle, et demande la substitution de la Haute cour constitutionnelle par une Cour électorale spéciale, motivé par les mêmes préoccupations.

Après une réunion du Collectif des 11 candidats et de leurs partisans au Coliséum d'Antsonjombe le 21 octobre 2023, les affaires politiques ont pris une nouvelle tournure. En effet, le candidat à la présidentielle portant le brassard n°13, Siteny Randrianasolo-niaiko, a décidé de débiter sa campagne électorale 25 jours avant le scrutin présidentiel. Durant sa campagne, il a toutefois martelé sa solidarité avec le Collectif, tout en indiquant que son principal objectif et d'affronter Andry Rajoelina.

CONTEXTE

Le mois d'octobre a été également marqué par des changements significatifs au Sénat et à la Présidence de la République, avec l'élection de Richard Ravalomanana à la présidence du Sénat. La présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa, a également appelé à la suspension du processus électoral une semaine avant le premier tour des élections présidentielles, préconisant un dialogue pour trouver une solution consensuelle.

Au niveau du Sénat et de la Présidence de la République, la situation a également évolué dans le courant du mois d'octobre. En effet, après la destitution du sénateur Herimanana Razafimahefa de son poste de président du Sénat, et sa renonciation à prendre l'intérim de la Présidence de la République, une suite d'événements politiques s'est produite au niveau de la Chambre haute. Il s'agit notamment de l'élection du sénateur Richard Ravalomanana en tant que président du Sénat, par la majorité des sénateurs du groupe parlementaire Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRD). Quelques jours après sa nomination à la tête du Sénat, la Haute cour constitutionnelle a publié une décision dans laquelle il est indiqué que Richard Ravalomanana assurera les fonctions de Chef de l'Etat par intérim et exerce les attributions présidentielles courantes définies par les avis n°07-HCC/AV du 7 septembre 2018, n°02-HCC/AV du 9 septembre 2023 et confirmés par la décision n°12-HCC/D3 du 9 septembre 2023 jusqu'à l'investiture du Président de la République élu. Par ailleurs, le vice-président du Sénat Nicolas Rabemananjara assume temporairement le rôle de président du Sénat par intérim, jusqu'à la fin de l'intérim de Richard Ravalomanana.

À une semaine du premier tour du scrutin présidentiel, la présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa a demandé la suspension du processus électoral. Le 9 novembre, face à la presse, le numéro Un de la Chambre basse, a demandé la suspension de l'élection présidentielle, de la campagne électorale, ainsi que de toute manifestation publique, et ce afin d'instaurer le dialogue entre les forces politiques de la Grande Ile et de trouver une solution consensuelle. Une déclaration qui fait suite à une concertation avec les membres du Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM), à l'issue d'une médiation initiée depuis plusieurs jours.

La plateforme de médiation, composée de la présidente de l'Assemblée nationale et des chefs d'églises regroupés au sein du FFKM, note que les conditions requises pour une élection conforme à la loi ne sont pas réunies, raison pour laquelle le processus électoral devrait être suspendu. Suite à la cette déclaration de Christine Razanamahasoa, la plateforme politique Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRD), dont elle fut membre, l'a exclu de ses rangs, désignant sa prise de position de trahison. Quant à lui, le gouvernement malgache a condamné les agissements de la présidente de l'Assemblée nationale, qualifiés de tentative de coup d'Etat institutionnel.

En outre, la déclaration de la présidente de la Chambre basse fait également suite à la demande d'annulation du scrutin présidentiel, formulée par une soixantaine d'organisations de la société civile malgache. En effet, le 8 novembre, 60 organisations de la société civile ont émis une déclaration commune dans laquelle elles estiment que l'élection présidentielle n'est ni libre ni transparente, raison pour laquelle elles réclament son annulation. La société civile estime que si les élections sont organisées au forceps, une crise politique risque de perdurer dans la Grande Ile. Les signataires de la déclaration prônent la recherche d'un compromis politique afin d'asseoir un nouveau processus électoral, et avancer vers une élection démocratique. De son côté, la porte-parole de campagne du candidat Andry Rajoelina, Lalatiana Rakotondrazafy a condamné la démarche de la présidente de l'Assemblée nationale, et affirme que cette dernière a largement outrepassé ses domaines de compétence. L'ancienne ministre de la Communication et de la Culture s'est fermement opposé fermement à la proposition de Christine Razanamahasoa et affirme que le processus électoral doit suivre son cours.

CONTEXTE

Pour leur part, les membres du collectif des candidats ont également fait la sourde oreille face à l'appel à la suspension des manifestations publiques lancé par la plateforme de médiation. En effet, le collectif et leurs partisans ont continué leur marche dans les divers quartiers de la capitale. Lors d'une manifestation organisée dans la capitale le 13 novembre, soit trois jours avant le premier tour du scrutin présidentiel, les candidats membres du Collectif ont en effet continué à dénoncer l'illégalité du scrutin. Ils ont annoncé qu'ils ne participeront pas au scrutin du 16 novembre et, par la même occasion, ont lancé un appel au boycott de l'élection présidentielle.

Entre-temps, les informations sur les dépenses de campagne et les manifestations de diverses formes de corruption électorales ont également circulé aussi bien dans les médias classiques que dans les plateformes en ligne. En effet, certaines plateformes sont allées jusqu'à divulguer les prétendus fonds utilisés par des candidats à la présidentielle dans le cadre de la corruption électorale. Ces fonds, qui s'élèveraient à plus d'une quarantaine de milliards d'ariary, seraient utilisés dans le cadre de la dotation de subvention aux gouvernorats pour l'organisation d'événements partisans et autres

éventuels actes de corruption électorale, de subventions et de pots-de-vin déployés dans certaines circonscription scolaire, des pots-de-vin aux éléments des fokontany pour d'éventuelles manipulations des voix, de dotations de sommes d'argent diverses contre une promesse de vote, ou encore des sommes d'argent distribuées pour adhérer à un parti politique ou pour grossir les rangs de participants à la campagne électorale de candidats. Dans cette même lignée, Transparency International-Initiative Madagascar a publié un communiqué de presse pour dénoncer l'opacité des fonds utilisés par les candidats à la présidentielle. Selon cette organisation, le candidat Andry Rajoelina aurait mobilisé plus de 3 milliards d'ariary dans le cadre de ses dépenses électorales, contre un peu moins de 2 milliards d'ariary pour le candidat Siteny Randrianasoloniaiko, plus d'un milliard d'ariary pour les membres du collectif des candidats et une trentaine de millions d'ariary pour le candidat Sendrison Daniela Raderanirina.

Dans sa missive, TI-MG se demande si de telles dépenses sont décentes vis-à-vis de la misère de la population, et s'interroge également sur l'origine et l'illicéité de ces fonds.

ÉCHANTILLONS D'ANALYSE

Echantillons Facebook

4

Groupes de discussions
Facebook

3

Pages et profils
d'influenceurs
politiques

13

Pages et profils
des candidats à
la présidentielle

Echantillons Médias classiques

2

Stations
télévisées

2

Stations
radiophoniques

4

Presses
écrites

Echantillons Pure-players

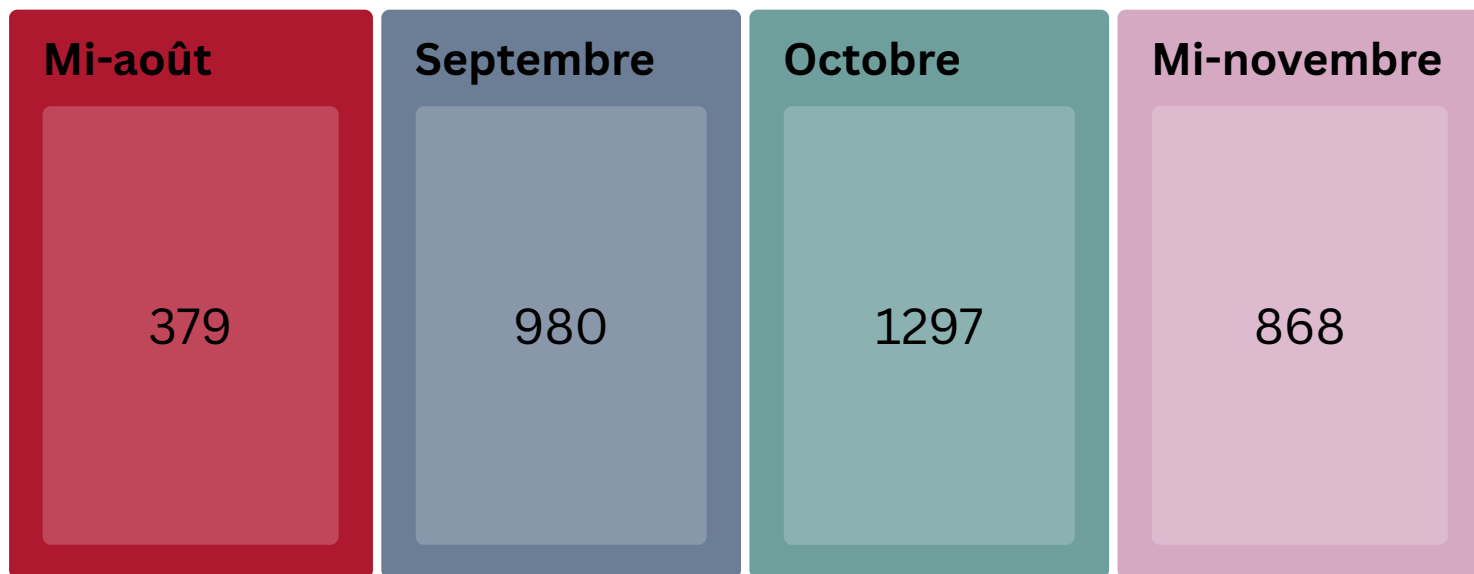
2

Sites Pure-
players

RÉSULTATS DE MONITORING

FLUCTUATIONS DE LA DIFFUSION DES FAUSSES INFORMATIONS DANS LES MÉDIAS

Période d'analyse: Mi-août au mi-novembre



Au cours de la période d'analyse s'étendant de mi-août au mi-novembre, on observe une augmentation constante du nombre de fausses informations recensées dans les médias. En détaillant par médium, les chiffres révèlent une tendance croissante, avec une augmentation significative au fil des mois. Cette progression suggère une augmentation significative des fausses informations, avec une concentration particulière sur la plateforme Facebook. La surveillance de ces tendances au fil du temps peut fournir des insights intéressants sur la dynamique de la fausse information dans différents médias.

L'augmentation significative des fausses informations sur Facebook en septembre et octobre souligne l'impératif d'une surveillance attentive de cette plateforme. Cette tendance pourrait également signaler une intensification potentielle des campagnes de désinformation, en particulier en lien avec les événements politico-électoraux survenus au cours de cette période. Par ailleurs, la disparité des chiffres entre les médias classiques et les pure-players suggère des dynamiques distinctes de propagation de Malinformation, désinformation et mésinformation au sein de ces deux catégories de médias.

Mi-août à fin août :

- Médias classiques : 52
- Facebook : 307
- Pure-players d'information : 20

Mois de septembre :

- Médias classiques : 154
- Facebook : 671
- Pure-players d'information : 155

Mois d'octobre

- Médias classiques : 225
- Facebook : 1000
- Pure-players d'information : 72

Début novembre jusqu'au 15 novembre :

- Médias classiques : 135
- Facebook : 707
- Pure-players d'informations : 26

RÉSULTATS DE MONITORING

PÉRIODE D'ANALYSE:
16 OCTOBRE AU 15
NOVEMBRE 2023

1583

Fausse
informations

Durant l'activité de suivi-analyse des informations véhiculées dans les médias classiques, dans les pure-players de l'information et sur la plateforme Facebook, entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023, l'Unité de monitoring des médias de l'ONG Communication Idea Development a recensé 1583 cas de mésinformations, désinformations et malinformations (MDM) à vocation politique et électorale.

Sur ces 1583 cas de MDM, 1253 ont été recensées sur le réseau social Facebook, 267 dans les médias classiques, et 63 dans les pure-players de l'information.

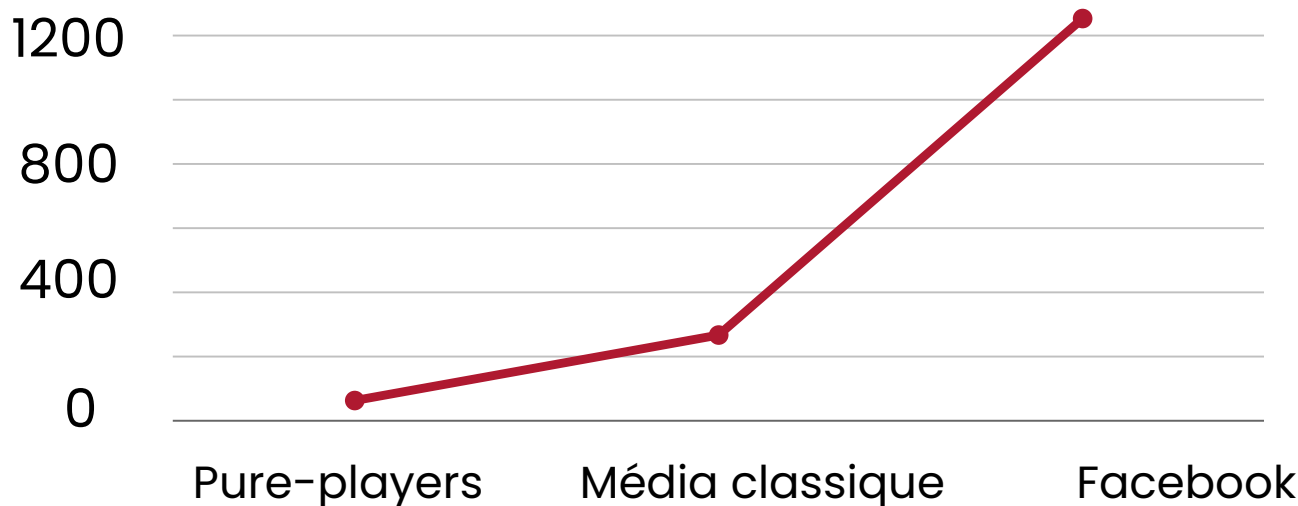
Ces données indiquent que le réseau social Facebook est la principale plateforme de diffusion de MDM en matière politique et électorale. En effet, 79,1% des MDM à vocation politique et électorale ont été recueillies sur Facebook, suggérant ainsi la prolifération largement plus abondante des informations sensibles sur cette plateforme comparée aux médias classiques et aux pure-players de l'information. Cette situation s'explique par le fait que Facebook crée un environnement propice à la viralité de l'information. De plus, il est plus aisé de partager du contenu sur les réseaux sociaux, sans avoir besoin de vérifier la véracité de l'information.

En outre, le manque de régulation sur les plateformes

sociales contribue également à la propagation de MDM.

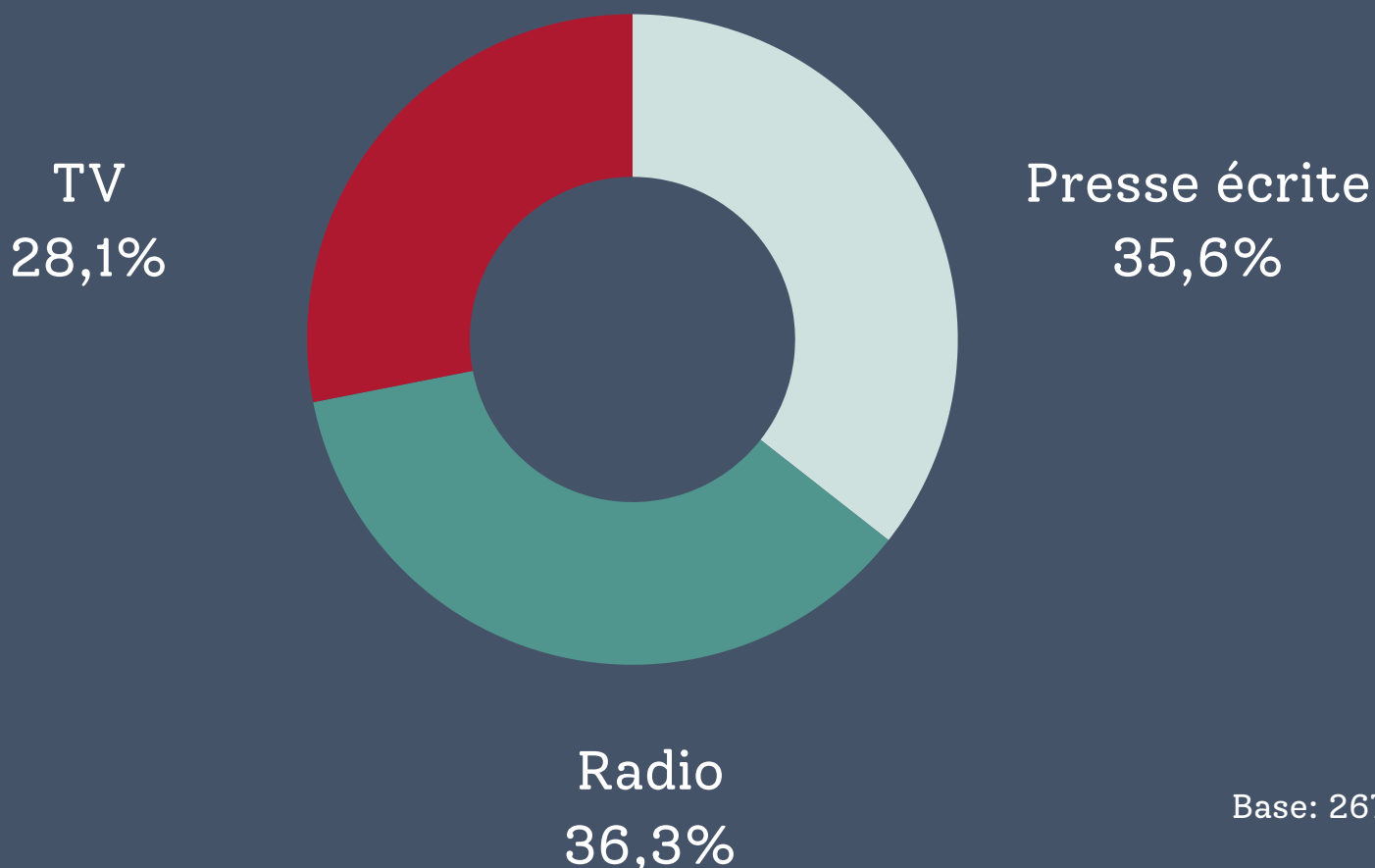
Même si la diffusion de MDM est moins régulière dans les médias classiques, la presse écrite, la télévision et la radio restent une source notable d'informations sensibles, avec 267 cas recensés. Plusieurs raisons peuvent expliquer la persistance des MDM dans les médias classiques, dont le manque de rigueur dans la vérification des informations rapportées. La course à l'audience est également une des raisons de la propagation de MDM dans les médias classiques, dans la mesure où les informations sensationnelles, qu'elles soient fondées ou incorrectes, suscitent un intérêt accru des consommateurs de l'information.

En outre, même si les pureplayers jouent un rôle moins important dans la prolifération des MDM par rapport à Facebook et aux médias classiques, avec 3,9% des MDM recensées durant la période d'analyse, ils présentent néanmoins un nombre significatif de cas de MDM. Toutefois, les médias en ligne indépendants jouent un rôle non négligeable dans la diffusion d'informations sensibles, et doivent ainsi être pris en compte dans les efforts de lutte contre les fausses informations.



ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

Origine des MDM dans les médias classiques



Base: 267

Ces données font état de la manifestation des MDM à vocation politique et électorale dans les médias classiques. Entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023, un total de 267 informations sensibles a été recensé dans les médias classiques, dont 97 cas répertoriés à la radio, 95 dans la presse écrite et 75 à la télévision. Ces chiffres indiquent que la radio reste le canal de communication prédominant dans la diffusion de MDM dans les médias classiques, dans la mesure où 36,3% des MDM ont été recueillies à la radio. Pour cause, la radio reste le canal de communication privilégié par les malgaches, notamment car la radio est le média le plus accessible pour certaines populations, en particulier dans les zones rurales où l'accès à d'autres médias est limité. En effet, cette accessibilité rend la radio plus efficace pour atteindre un large public.

La presse écrite semble avoir une influence similaire à celle de la radio dans la propagation des informations sensibles, étant donné que 35,6% des informations sensibles à caractère politique et électorale ont été recensées dans les journaux papiers de la Grande Ile. Quant à elle, la télévision semble jouer un rôle moins significatif dans la profusion de MDM, bien que la diffusion d'informations sensibles diffusées à la télévision puisse avoir un réel impact sur le processus électoral.

En synthèse, ces données statistiques soulignent le rôle prépondérant de la radio dans la propagation des MDM politiques et électoraux, suivi par la presse écrite, tandis que la télévision semble jouer un rôle moins marqué malgré son impact potentiel sur le processus électoral."

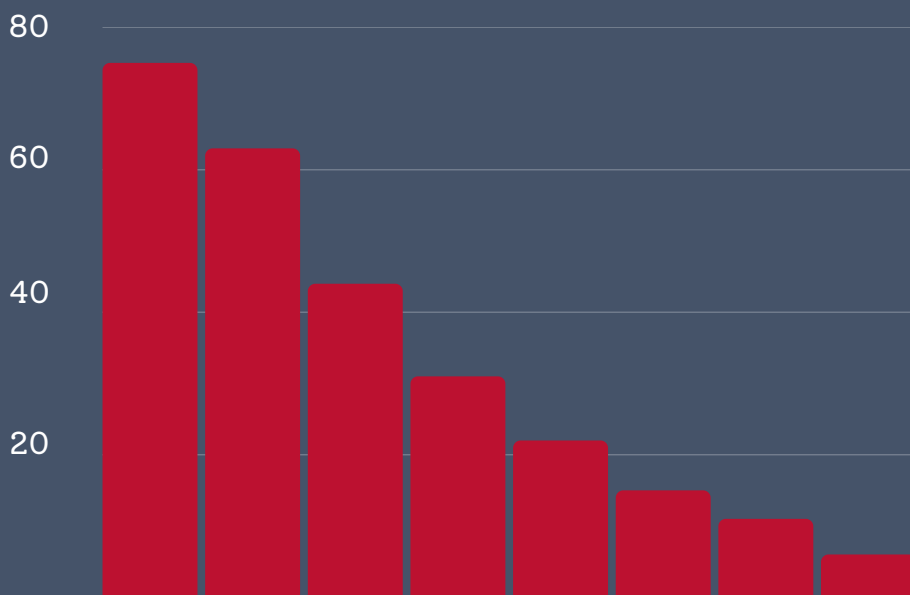
ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

Les MDM dans les médias classique selon un échantillonnage

Dans le cadre du suivi-analyse des informations sensibles à vocation politique et électorale dans les médias classiques, l'unité de monitoring des médias a opté pour un échantillon composé de 2 stations radiophoniques, dont l'une est d'obédience de l'opposition et l'autre en faveur du pouvoir en place (MBS radio et Free FM) ; de 2 chaînes télévisées présentes sur le net, diamétralement opposées (I-BC TV et VIVA TV) ; et enfin de 4 journaux papiers, dont 2 ayant un taux de lectorat élevé (Midi Madagasikara et L'Express de Madagascar) et 2 autres journaux d'opinion ayant des lignes éditoriales différentes (Tia Tanindrazana et Free News). Sur les 267 MDM répertoriées par CID en un mois, 75 d'entre elles ont été recensées sur MBS radio, 63 dans le journal papier Tia Tanindrazana, 44 cas de MDM ont été répertoriés au niveau de la télévision I-BC, 31 cas sur VIVA TV, 22 cas sur la radio Free FM, 15 cas dans le journal papier Free News, 11 cas de MDM répertoriés au niveau du journal papier Midi Madagasikara et enfin 6 MDM ont été recensées sur L'Express de Madagascar.

Ces données indiquent que la radio MBS, la presse écrite Tia Tanindrazana et la chaîne télévisée I-BC TV sont les principaux canaux de diffusion de MDM dans les médias classiques, avec respectivement 75, 63 et 44 cas recensés. Les chiffres indiquent une profusion plus

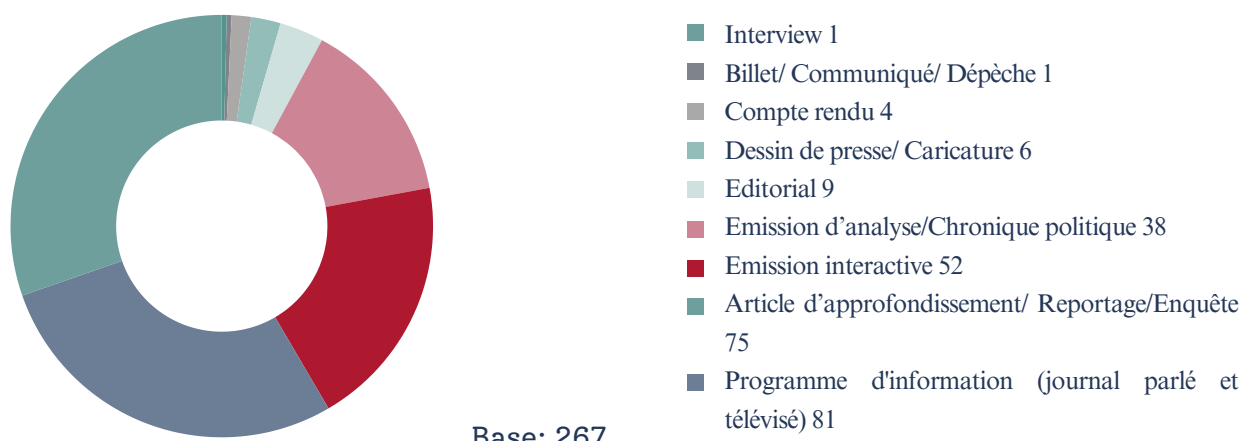
importante d'informations sensibles dans les médias de l'opposition, comme c'est le cas des trois médias cités plus haut. Dans un contexte politique, les médias d'opposition sont en concurrence plus directe avec les médias en faveur du régime en place. Cette concurrence amène souvent à une amplification des informations sensibles et à des tactiques sensationnalistes pour attirer l'attention du public. En outre, la diffusion importante de MDM dans ces 3 médias peut éventuellement être une stratégie politique et se caractérise principalement par leur attitude critique envers le pouvoir en place et envers le candidat à l'élection présidentielle, Andry Rajoelina. Parallèlement, les médias classiques en faveur du régime en place, à savoir VIVA TV et Free FM ont également été la source d'informations sensibles, qui, pour la plupart, ont ciblé l'opposition. En effet, au cours de la période d'analyse, ces médias ont vivement critiqué le mouvement du Collectif des candidats. Par ailleurs, avec respectivement 11 et 6 MDM recensés, les quotidiens d'information Midi Madagasikara et L'Express de Madagascar ont été relativement modérés dans la diffusion d'informations sensibles. Contrairement aux médias d'opposition et ceux en faveur du pouvoir en place, ces quotidiens se sont montrés moins virulents dans leur traitement des informations à vocation politique et électorale.



Base: 267

ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

LES MDM DANS LES MÉDIAS CLASSIQUES SELON LE TYPE ET LE GENRE JOURNALISTIQUE



Le graphique ci-après présente les données relatives à la manifestation des MDM dans les médias selon le type et le genre journalistique. Sur les 267 MDM recueillies dans les médias classiques dans le courant de la mi-octobre à mi-novembre 2023, 81 d'entre elles ont été recensées dans les programmes d'informations des stations audiovisuelles, à savoir dans les journaux parlés et les journaux télévisés, 75 cas de MDM ont été dénombrés dans les articles d'approfondissements, les reportages et enquêtes dans les journaux papiers, 52 MDM ont été répertoriées dans les émissions interactives des radios, 38 dans les émissions d'analyse et de chronique politique, 9 dans l'éditorial de la presse écrite, 6 dans les dessins de presse et les caricatures, 4 dans les comptes-rendus, tandis que 1 MDM a été recensée dans les billets, communiqués et dépêche sur la presse écrite, et enfin une information sensible a été recueillie dans une interview sur la presse écrite.

Ces statistiques indiquent que les stations audiovisuelles sont plus enclines à diffuser des informations sensibles à caractère politique et électoral, dans la mesure où 81 MDM ont été répertoriées dans les programmes d'information contre 52 dans les émissions interactives, ce qui représente un peu moins de la moitié des MDM recensées dans les médias classiques en un mois d'analyse. Ces données laissent supposer un certain manque de professionnalisme journalistique, notamment en matière de vérification des faits, de neutralité et d'équilibre dans la présentation de l'information. Aussi, les pressions politiques et la ligne

éditoriale du média influencent également la manière dont l'information est présentée, pouvant notamment entraîner une distorsion de l'information pour servir des intérêts politiques. Par ailleurs, la diffusion de MDM dans les médias a des visées politiques, étant donné que les acteurs politiques majeurs de Madagascar qui sont pour la plupart propriétaire d'un ou de plusieurs organes de presse, utilisent les médias pour influencer l'opinion publique et peuvent user délibérément des MDM pour atteindre leurs objectifs politiques. En ce qui concerne la profusion des informations sensibles dans les émissions interactives, cette situation s'explique notamment par le fait que les auditeurs qui interagissent dans ces émissions via des appels téléphoniques ont souvent des opinions politiques fortes et sont motivés par des intentions partisans. Ainsi, les auditeurs ont tendance à partager des informations biaisées ou délibérément fausses afin de promouvoir leurs points de vue, de s'attaquer à des acteurs politiques ou encore soutenir le candidat de leur choix. Par ailleurs, 75 informations sensibles ont été recensées dans les articles d'approfondissement, les reportages et les enquêtes, 9 dans les éditos, 6 dans les dessins de presse. Plusieurs facteurs entrent en jeu dans la prolifération des informations sensibles dans la presse écrite. Dictée par une ligne éditoriale imposée par les patrons de presse, certains journaux peuvent présenter des informations de manière sélective ou diffuser des informations non vérifiées, cherchant ainsi à modeler l'opinion publique.

ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

Origine des MDM sur Facebook



- Compte 83
- Page 524
- Groupe de discussion 646

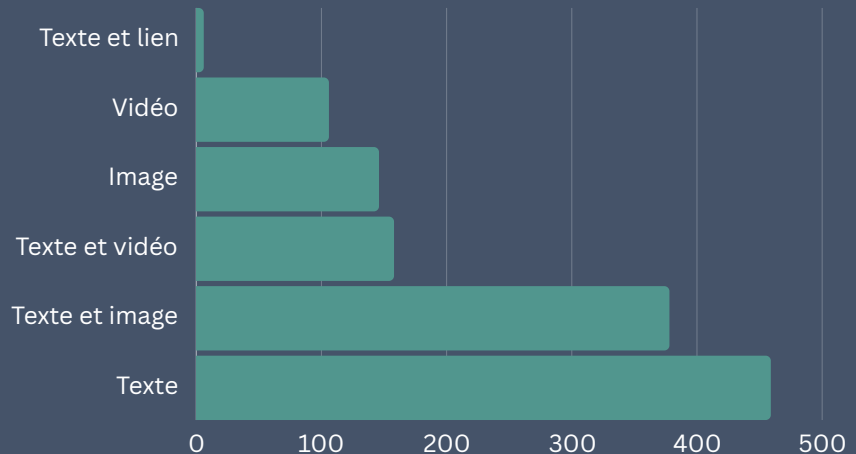
Les graphes ci-dessus font état de la manifestation des informations sensibles à vocation politique et électorale sur le réseau social Facebook.

Les groupes de discussion sont les principaux foyers de MDM, étant donné que 52,3% des informations sensibles sur Facebook ont été recensées dans les groupes de discussion, qui jouent un rôle crucial dans la diffusion d'informations politiques, démontrant ainsi l'engagement actif de la communauté en ligne dans les débats politiques.

Les pages Facebook à vocation informative, les pages d'influenceurs politiques et les pages de candidats à l'élection présidentielle contribuent également à la diffusion massive d'informations sensibles. En effet, 42,4% des MDM recensées sur Facebook entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023 proviennent de ces différentes pages, soulignant ainsi qu'elles sont des canaux significatifs pour la diffusion de contenus trompeurs. Ces chiffres indiquent que les pages informatives, les influenceurs politiques et les candidats présidentiels semblent être des acteurs clés dans la propagation de ces informations erronées.

D'autre part, la diffusion de 83 informations sensibles à travers les comptes personnels sur Facebook souligne l'impact significatif de la dimension personnelle dans la propagation d'informations politiques, pouvant ainsi exercer une influence plus directe sur l'opinion publique.

Format de diffusion des MDM sur Facebook



Base: 1235

Les données ci-dessus font état des formats utilisés pour répandre les fausses informations à vocation politique et électorale sur Facebook. Il convient de souligner que les utilisateurs de Facebook usent différents formats pour véhiculer des MDM, allant du simple texte, aux images, aux vidéos, et peuvent également combiner deux formats à la fois, notamment les textes accompagnés d'images, les textes accompagnés de vidéos ou les textes combinés aux liens internet. Sur un total de 1253 informations sensibles recensées sur Facebook entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023, les utilisateurs de Facebook privilégient divers formats pour s'exprimer. Les formats textes se démarquent comme le choix prédominant, avec 459 occurrences, suivis de près par les formats combinant textes et images, utilisés à 378 reprises. Les formats associant textes et vidéos sont également significatifs, apparaissant 158 fois. Les formats basés uniquement sur des images et des vidéos ont également été employés, avec 146 et 106 occurrences respectivement. En revanche, les formats textes et liens combinés sont les moins fréquemment utilisés, observés seulement 6 fois. Cette distribution variée de formats suggère une adaptabilité stratégique dans la diffusion de contenu trompeur, reflétant une utilisation consciente de différents formats pour atteindre divers publics.

LES CATÉGORIES DE MDM SELON LE CANAL DE COMMUNICATION

Ce schéma illustre le nombre d'occurrences de différentes catégories d'informations sensibles sur trois plateformes médiatiques, à savoir les médias classiques, le réseau social Facebook et les pure-players de l'information. Parmi les 267 MDM identifiées dans les médias traditionnels, 141 d'entre elles sont catégorisées en tant que malinformation, 126 dans la catégorie de la désinformation, et aucune information sensible n'a été classée dans la catégorie de la mésinformation. Pour le réseau social Facebook, sur les 1253 MDM analysées, l'on a répertorié 732 cas de désinformation, 515 cas de malinformation, et enfin 6 cas de mésinformations.

Pour les pure-players, l'on n'a dénombré aucun cas de mésinformation, tandis que 35 cas de malinformations ont été

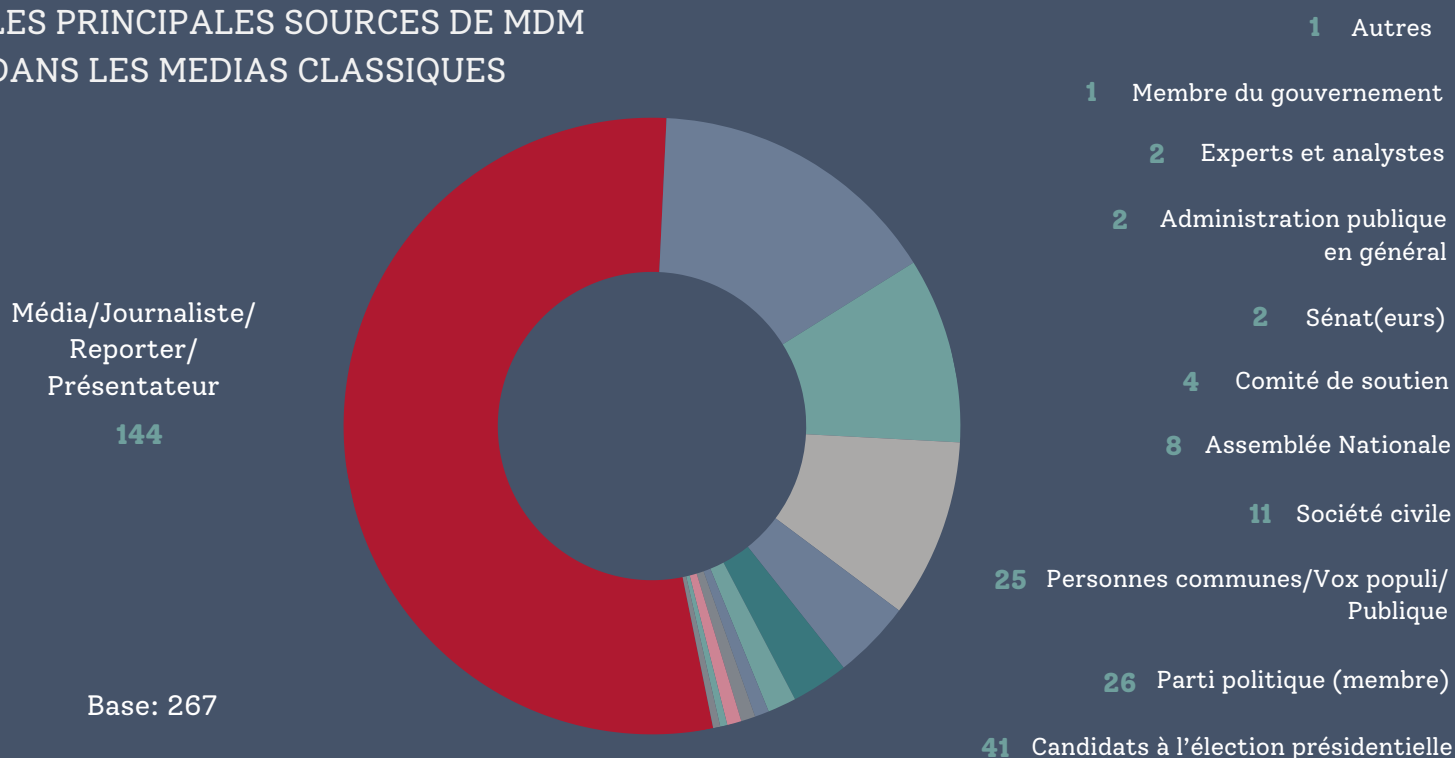
rapportés contre 28 cas de désinformations. Dans l'ensemble, ces données mettent en évidence l'impératif d'une vigilance accrue et de la vérification systématique des informations. Cela s'explique par le fait que les trois principaux canaux de communication, à savoir Facebook, les médias traditionnels et les médias en ligne indépendants, sont tous susceptibles de propager de manière significative des informations erronées et trompeuses. Ces données témoignent de la prévalence relativement élevée de malinformation dans les médias traditionnels, indiquant la présence massive d'informations manipulées. Les chiffres témoignent également de la présence significative de la désinformation dans les médias traditionnels, suggérant ainsi une diffusion délibérée d'informations

fausses ou trompeuses dans ces médias. Dans le même registre, la désinformation est particulièrement répandue sur le réseau social Facebook, notamment causée par la nature rapide et virale de la diffusion de l'information sur les réseaux sociaux. D'autre part, le nombre limité de cas de mésinformation enregistrés sur Facebook, l'absence totale de mésinformation dans les médias traditionnels et dans les pure-players de l'information suggère une attention particulière accordée à la vérification des faits. Cela indique une vigilance relativement accrue dans le processus de validation de l'information sur ces plateformes, témoignant d'une approche plus rigoureuse vis-à-vis de la diffusion d'informations sensibles à vocation politique et électorale.



LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES MEDIAS CLASSIQUES



Le schéma ci-dessus fait état des principales sources d'informations sensibles dans les médias classiques. A cet effet, sur un total de 267 MDM dénombrées en un mois, 144 d'entre elles ont été émises par des professionnels des médias, en l'occurrence par des journalistes, des reporters ou encore des chroniqueurs ; 41 cas de MDM ont été véhiculés par des candidats à l'élection présidentielle, 26 par des politiciens, 25 par des citoyens lambda, 11 par des membres d'organisation de la société civile, et 8 par des parlementaires de la Chambre basse. Le fait que les professionnels des médias représentent la principale source d'information sensible soulève la question sur l'éthique, la responsabilité au sein du secteur médiatique, ainsi que la qualité du journalisme à Madagascar. Effectivement, les professionnels des médias sont tenus de respecter des normes élevées en matière de précision et d'intégrité journalistique, régulées par des normes professionnelles et des mécanismes de responsabilisation. En outre, les candidats à l'élection présidentielle sont responsables de 41 cas de MDM, démontrant un potentiel d'utilisation de tactiques trompeuses dans le contexte électoral. Les politiciens, en dehors des candidats, sont également responsables de 26 cas, soulignant une implication plus

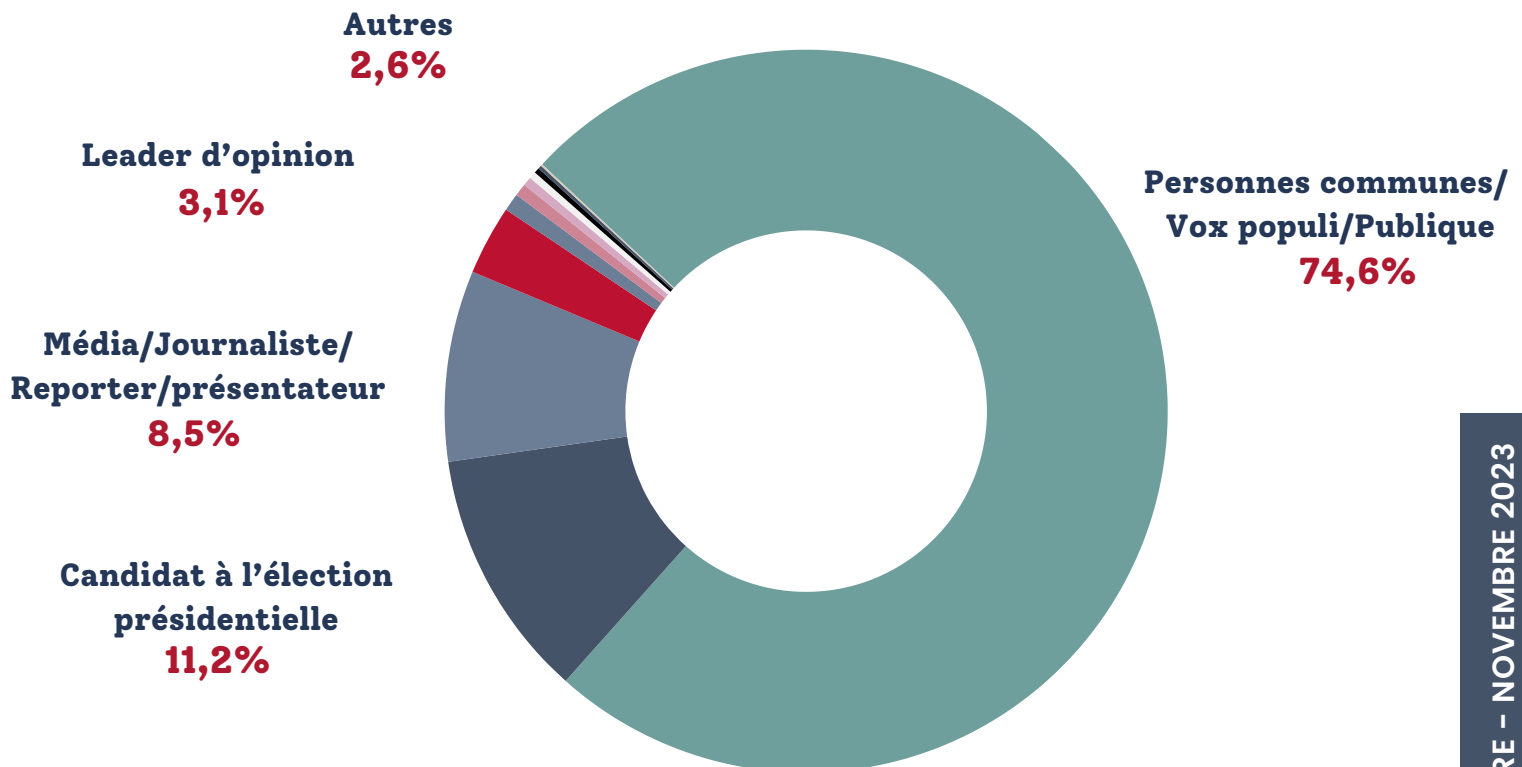
large de la classe politique dans la diffusion d'informations erronées. Aussi, le fait que les députés soient la source de 8 MDM dans les médias classiques soulève des inquiétudes quant à la fiabilité de l'information provenant même des plus hautes instances étatiques. La participation des personnalités politiques en tant que source de MDM révèle des failles dans la communication de ces entités, et suggère également la possibilité d'intentions délibérées de manipulation ou encore de politisation de l'information. L'implication des simples citoyens et des membres de la société civile dans la diffusion des MDM dans les médias classiques, à hauteur respectivement de 25 et 11 cas, indique que la prolifération d'informations sensibles n'est pas uniquement le fait des acteurs politiques, mais peut également être propagée par des individus ordinaires. La responsabilité potentielle des membres de l'organisation civile est également significative, et ce malgré le fait que les OSC devraient normalement promouvoir la transparence et l'information précise. Aussi, le fait que les députés soient la source de 8 MDM dans les médias classiques soulève des inquiétudes quant à la fiabilité de l'information provenant des plus hautes instances étatiques.

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SUR FACEBOOK

Ce schéma graphique offre une représentation visuelle des données liées aux principales sources de fausses informations sur Facebook. Les chiffres témoignent du fait que la majorité des MDM sur ce réseau social proviennent de citoyens lambda, représentant 74,6% des MDM véhiculées sur la plateforme. Cette situation souligne le rôle significatif de simples citoyens dans la propagation de l'information, et reflète également une certaine vulnérabilité aux fausses informations au sein de la population en général. Par ailleurs, l'implication des candidats à la présidentielle dans la diffusion d'informations sensibles s'avère particulièrement préoccupante, dans la mesure où les prétendants à la magistrature suprême contribuent à hauteur de 11,1% des MDM diffusées sur Facebook.

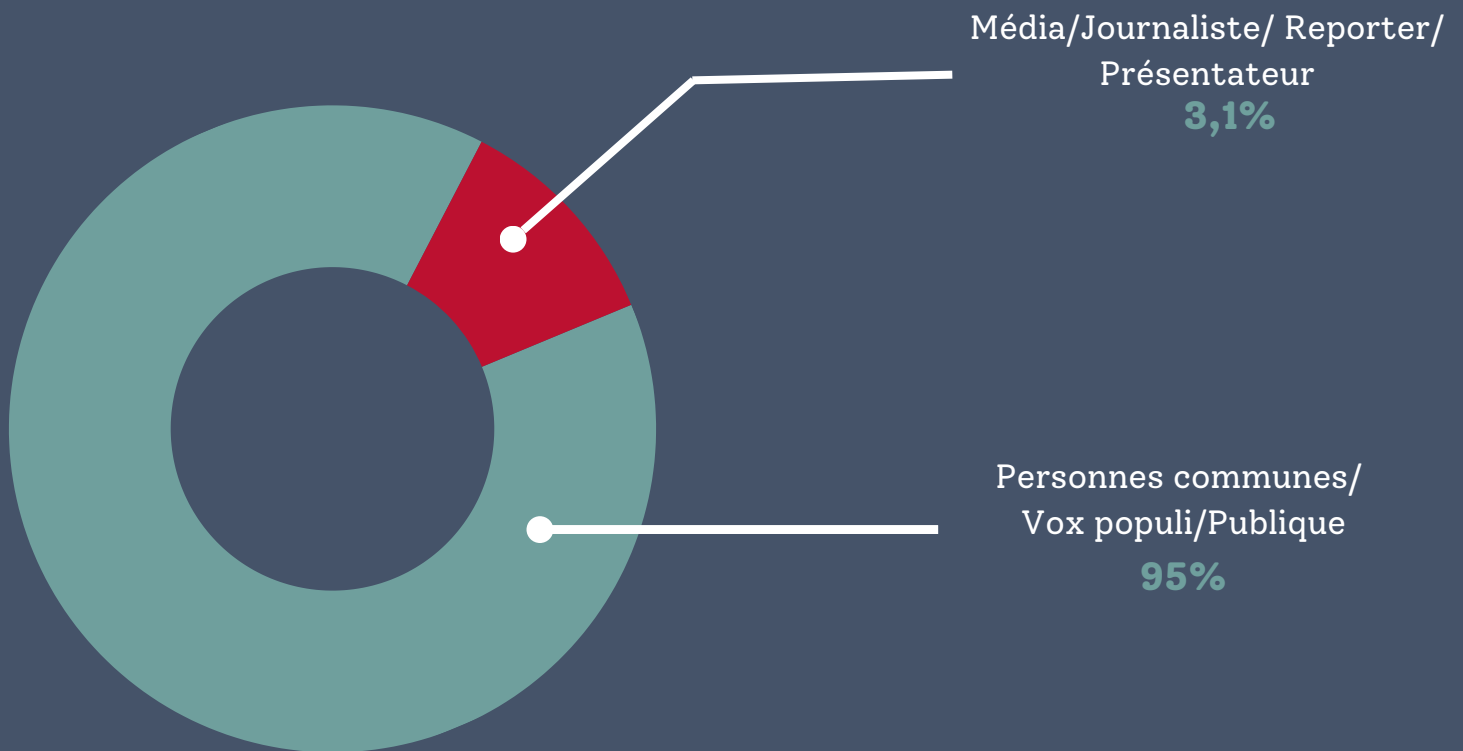
Pour cause, les candidats sont censés être des figures d'autorité et de confiance. Ainsi, leur implication soulève des questions sur l'intégrité du processus électoral. Les professionnels des médias et les leaders d'opinion totalisent 146 MDM sur Facebook, mettant en lumière la responsabilité des acteurs médiatiques et des figures d'influence dans la diffusion d'informations erronées. De plus, ces données soulignent l'importance de la promotion des pratiques médiatiques éthiques et la nécessité d'une éducation à la littératie médiatique pour les citoyens. Par ailleurs, l'engagement politique dans la prolifération des informations sensibles sur Facebook suscite des préoccupations par rapport à l'utilisation des Mésonformations Désinformation et Malinformations à des fins politiques.



Base: 1253

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES PURE-PLAYERS



Base: 63

Il s'agit ici de faire la lumière sur les différentes sources de mésinformations, désinformations et malinformations à vocation politique et électorale diffusées dans les médias en ligne indépendants. Sur un total de 63 fausses informations répertoriées dans les pure-players de l'information, la majorité d'entre elles, soit 56 cas, proviennent de citoyens ordinaires. Ces statistiques mettent en évidence la facilité avec laquelle les informations sensibles peuvent se répandre à travers les canaux de communication en ligne, où les individus ont la liberté de partager des informations sans passer par des filtres institutionnels. D'autre part, 7 cas de MDM recueillis dans les pure-players de l'information

ont été attribués à des professionnels des médias, suggérant une vigilance plus accentuée de la part de ces acteurs dans la lutte contre les informations sensibles. Pour cause, les journalistes, reporters et autres chroniqueurs, qu'ils opèrent au sein des médias classiques ou encore dans les plateformes en ligne occupent une position centrale dans le domaine de la communication médiatique. En effet, les professionnels des médias se doivent de diffuser des informations précises, fiables et impartiales, contribuant ainsi à renforcer la responsabilité et la confiance du public dans un paysage médiatique en perpétuelle évolution.

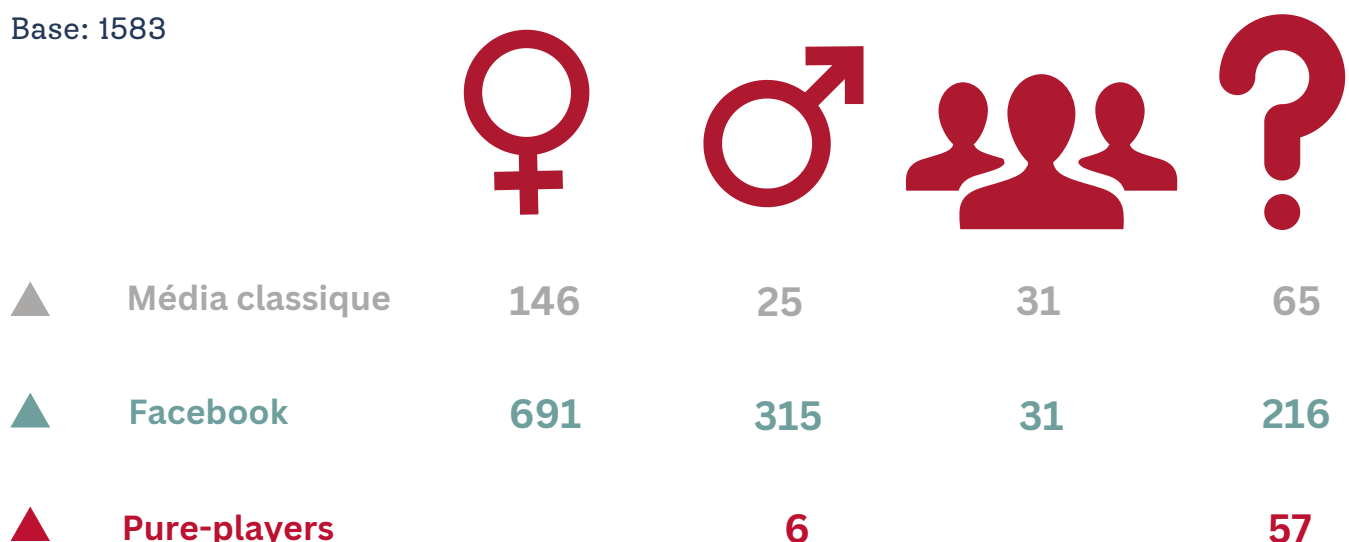
LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR GENRE

Les données ci-après fournissent des informations sur la répartition des informations sensibles à vocation politique et électorale dans différents médias malgaches, sur une période clé de la campagne électorale présidentielle de Madagascar. Il apparaît à travers les statistiques que les hommes sont les principaux auteurs d'informations sensibles, aussi bien dans les médias classiques que sur Facebook. Pour cause, les hommes sont les auteurs de 146 MDM, suivis par les groupes d'individus, qui ont été la source de 31 MDM, tandis que les femmes ont diffusé 25 informations sensibles. Sur Facebook, les hommes sont également en tête avec 691 occurrences, suivi par les femmes qui ont véhiculé 315 fausses informations sur le réseau social, contre 31 occurrences pour les groupes d'individus. Au niveau des pure-players de l'information, la tendance semble être inversée dans

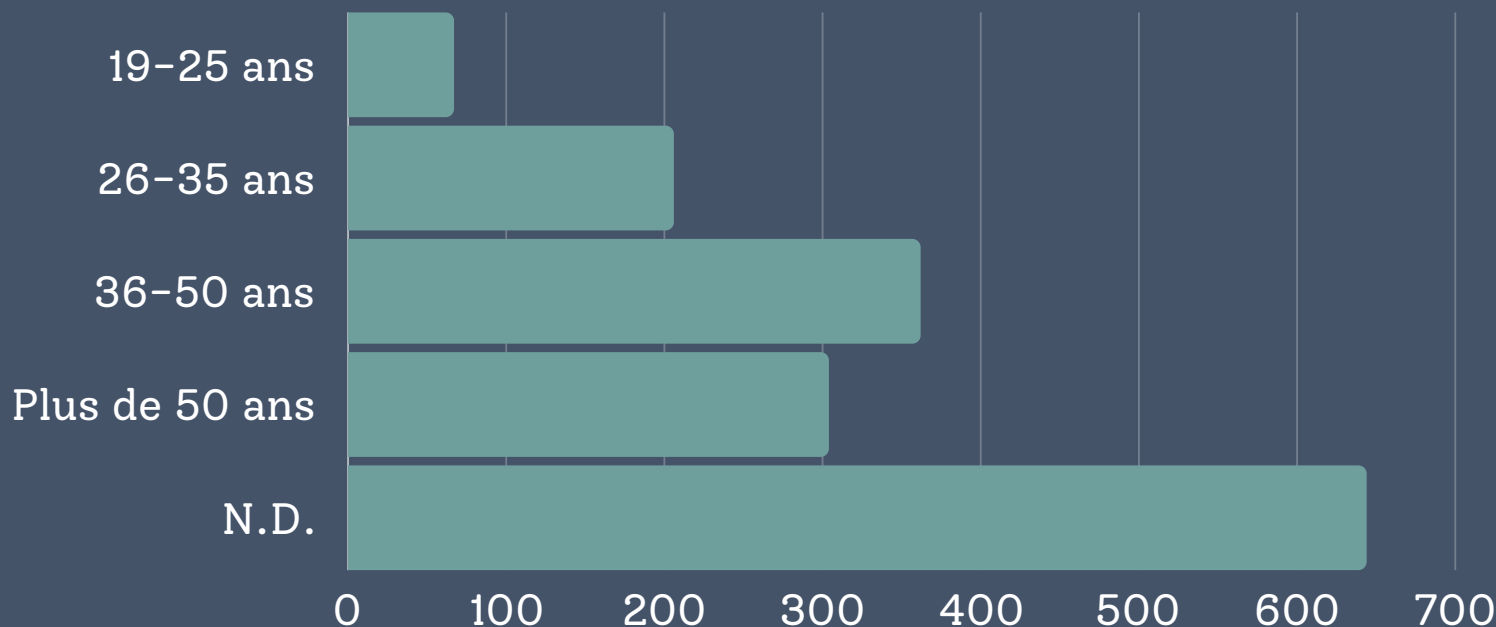
la mesure où les femmes sont les principales sources de fausses informations à caractère politique et électorale. Ainsi, le constat est que la gent féminine contribue également dans la propagation de MDM. En effet, les femmes sont la source de 9,3% des MDM dans les médias classiques, 21,1% sur Facebook, et enfin 10,5% dans les pure-players de l'information. Par ailleurs, les groupes d'individus participent activement à la prolifération des fausses informations, principalement sur Facebook et dans les médias traditionnels. Leur participation à la diffusion d'informations trompeuses et manipulées est parfois motivée par des convictions partisans et politiques. Ils peuvent chercher à promouvoir délibérément des informations biaisées ou fausses, à travers des communiqués ou sous d'autres formats, afin d'influencer l'opinion publique.

D'autre part, le genre des sources d'informations sensibles n'a pas pu être identifié dans les journaux papiers, sur Facebook, mais aussi et surtout au niveau des pure-players de l'information. Sur les plateformes numériques telles que Facebook et les médias en ligne indépendants, l'anonymat est plus facile à préserver, ce qui explique le nombre plus élevé de cas où le genre des auteurs de MDM n'a pas pu être identifié. Les politiques de confidentialité des plateformes jouent un rôle dans la difficulté d'accès à ces informations. Cette incapacité à identifier le genre de sources de fausses informations sur ces plateformes médiatiques résulte du fait que les auteurs de MDM utilisent des pseudonymes ou des identités non liées à des informations personnelles. En effet, certains utilisateurs masquent leur genre pour éviter d'être identifiés ou pour brouiller la compréhension de leur audience.

Base: 1583



LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR TRANCHE D'ÂGE



Base: 1583

Le graphique ci-dessus révèle des tendances significatives par rapport à la tranche d'âge des sources d'informations sensibles à vocation politique et électorale dans les médias malgaches, durant la période comprise entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023. Il est à noter que la tranche d'âge des jeunes de 15 à 18 ans n'a pas été impliquée dans la diffusion de MDM à vocation politique ou électorale. Pendant cette période, une concentration notable d'auteurs d'informations sensibles, tous médias confondus, se situe dans les tranches d'âge de 26 à 35 ans et de 36 à 50 ans, totalisant 568 cas de MDM. Ces chiffres suggèrent que les individus issus des tranches d'âge intermédiaires sont particulièrement actifs dans la diffusion d'informations sensibles à vocation politique et électorale. L'on note par ailleurs une participation active des jeunes de 19 à 25 ans dans la propagation des MDM, dans la mesure où cette tranche d'âge a contribué à véhiculer 67 fausses informations liées à la politique et aux élections, principalement sur le réseau social Facebook.

De plus, les individus de plus de 50 ans sont également identifiés comme sources d'informations sensibles à vocation politique et électorale, avec 304 cas répertoriés pour cette tranche d'âge.

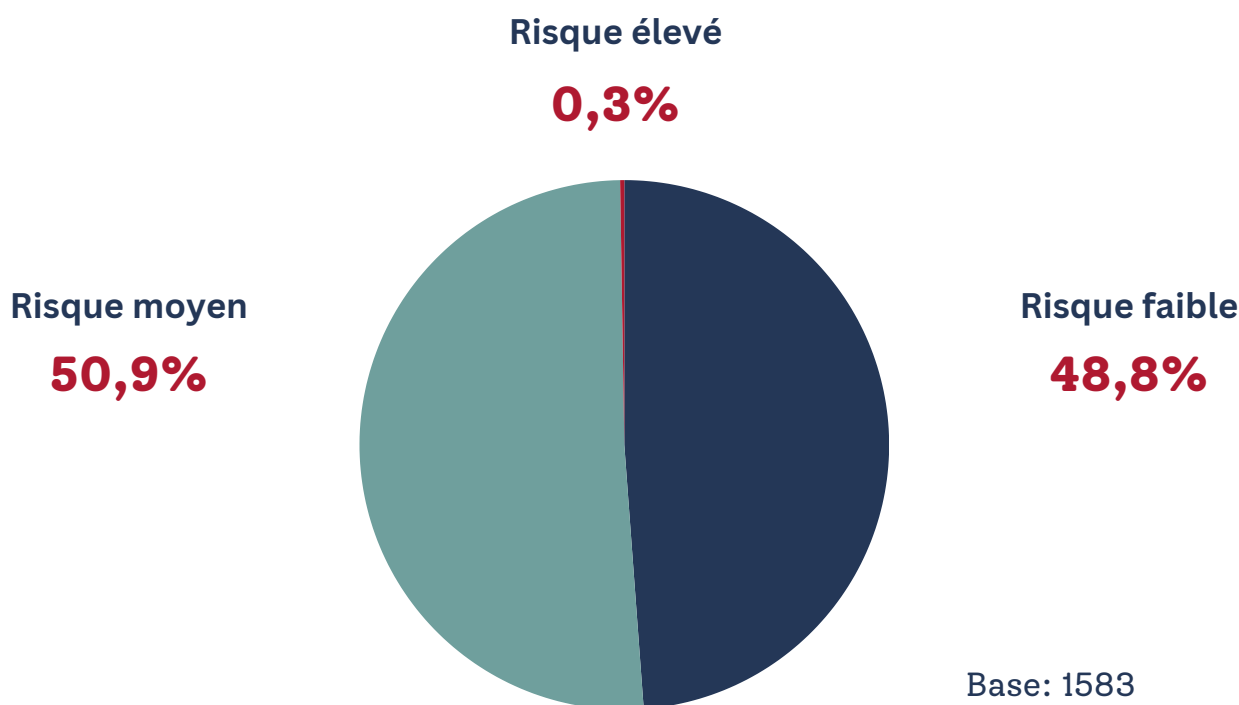
Il est important de noter que la tranche d'âge des sources de 644 MDM n'a pas pu être répertoriée, ce qui représente 40,6% des sources de MDM dans les trois plateformes médiatiques, à savoir les médias classiques, Facebook et les pure-players de l'information. Cette situation est due à la facilité avec laquelle les utilisateurs des réseaux sociaux et d'autres plateformes en ligne peuvent créer des comptes anonymes et des faux comptes, rendant ainsi difficile la vérification de leur âge et de leur identité. Aussi, la tranche d'âge de 153 sources d'informations sensibles n'a pas été identifiée au niveau des médias classiques, étant donné qu'il s'agit majoritairement d'auditeurs d'émissions interactive dans les radios ou parfois de journalistes au sein des médias imprimés.

LES MDM SELON LEUR NIVEAU DE RISQUE

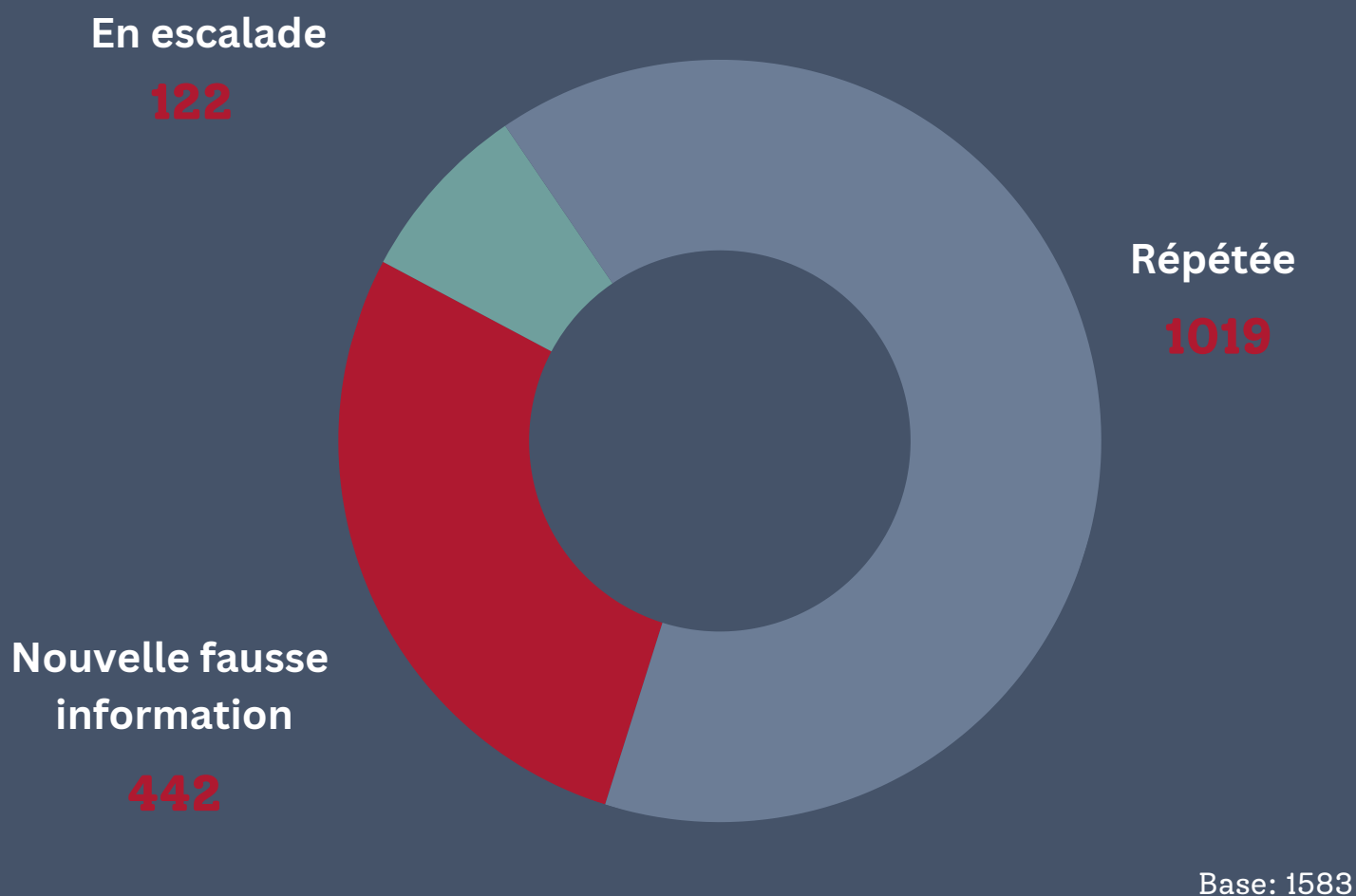
Parmi les 1583 MDM répertoriées entre le 16 octobre et le 15 novembre 2023, 773 d'entre elles sont classées à faible risque, 806 sont classées à risque moyen et 4 MDM ont été considérées comme présentant un risque élevé.

Ces chiffres indiquent que la quasi-totalité des informations sensibles liées à des sujets politiques et électoraux sont évaluées à risque moyen ou à risque faible, soit respectivement 50,9% et 48,8% du total des MDM recensées dans tous les médias confondus. D'après ces statistiques, un peu moins de la moitié des fausses informations recensées présentent un risque faible, indiquant que leur impact potentiel d'influencer l'opinion publique et le processus électoral est relativement bas. D'autre part, le fait que plus de la moitié des MDM aient été évaluées à un risque moyen suggère que ces informations ont une influence relativement accentuée sur les élections. Enfin, bien que les MDM à haut risque soient nettement peu nombreuses comparées aux MDM à faible et à moyen risque, représentant 0,3% du total, elles doivent être prises en considération en raison de leurs impacts directs sur le processus électoral. En effet, les MDM à haut risque ont le potentiel de modifier l'opinion publique en diffusant des informations trompeuses sur les candidats, les partis politiques et les problèmes politiques, ce qui

pourrait négativement influencer les choix des électeurs. Elles peuvent également aggraver les tensions sociales en créant des conflits entre partisans, provoquant des troubles civils ou perturbant le processus électoral. Parallèlement, de telles pratiques peuvent détériorer la confiance du public dans le système électoral, entraînant une baisse de la participation électorale. Dans le contexte de ce document, l'évaluation du risque d'une information sensible repose sur le contenu du discours. On cherche à déterminer si le discours vise à nuire à la crédibilité et aux enjeux des élections, et s'il peut avoir des conséquences directes sur le processus électoral. De plus, le statut de l'auteur de l'information sensible est également pris en compte, une information pouvant être jugée à risque moyen ou élevé si elle émane d'une personne influente telle qu'un politicien, un leader d'opinion, un candidat à la présidentielle ou un membre de l'administration publique. En revanche, une MDM peut être considérée à risque faible si elle provient d'un citoyen lambda. En outre, pour la plateforme Facebook et les acteurs de l'information en ligne, l'évaluation du risque tient compte du niveau d'engagement de la communauté en ligne, une information pouvant être évaluée à moyen, voire à haut risque en fonction du nombre de réactions, de partages ou de commentaires générés par l'article, la publication ou le commentaire.



LA RECURRENCE DE MDM DANS TOUS MÉDIAS CONFONDUS



Cette section présente la fréquence des MDM à caractère politique et électoral diffusées à la fois dans les médias traditionnels et sur les plateformes de nouveaux médias à Madagascar au cours de la période allant du 16 octobre au 15 novembre 2023. En un mois d'analyse, l'unité de monitoring des médias au sein de l'ONG CID ou Communication Idea Development a identifié 1583 MDM dans les médias malgaches, des chiffres qui s'avèrent préoccupants, dans la mesure où cela indique un paysage médiatique fortement polarisé et sujet à des manipulations fréquentes. Ces tendances peuvent avoir des répercussions négatives sur la démocratie et la compréhension publique des enjeux politiques. Sur le total recensé, 1019 d'entre elles sont répétées, 442 sont des nouvelles informations sensibles, tandis que

122 sont jugées en escalade. La répétition fréquente d'informations sensibles indique une persistance de divers acteurs dans la propagation de ces contenus trompeurs et biaisés, contribuant à leur légitimation auprès des consommateurs de l'information. D'autre part, les nouvelles MDM confirment l'existence active de la production constante de contenus trompeurs, suggérant ainsi l'existence de sources actives de désinformation. En outre, le constat selon lequel 122 sur 1583 MDM soient jugées en escalade suggère une amplification délibérée d'informations sensibles. Cette stratégie vise à accentuer leur impact au sein de la communauté en ligne mais aussi au niveau de la société. Il est à noter que le niveau de risque associé à une information peut augmenter en raison de sa répétition.

LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS

Le graphe ci-dessous met en lumière les sujets des MDM à vocation politique et électorale les plus abordés dans les médias malgaches dans le courant de mi-octobre à mi-novembre 2023. A titre de rappel, 1583 MDM ont été recensées durant cette période, caractérisée principalement par la campagne électorale du premier tour de l'élection présidentielle à Madagascar, et par les manifestations quasi-quotidiennes du Collectif des candidats à la présidentielle et de leurs partisans. D'après les données recueillies, sur la totalité des MDM recensées en un mois, 37,4% d'entre elles portent sur l'organisation des élections, 31,1% évoquent la dynamique politique, 19,6% sont axées sur la

participation aux élections, 10,3% sont relatives à d'autres sujets à vocation politique et électorale, 1,1% sont axées sur la gouvernance, tandis que les projets de société des candidats à l'élection présidentielle, les activités de médiation et les sujets relatifs à la Commission électorale nationale indépendante sont évoqués respectivement à hauteur de 0,3%, 0,1% et 0,1%. Etant donné que la période d'analyse est marquée par la campagne électorale, il est donc logique que 37,4% des MDM recensées soient axées sur l'organisation des élections. Ces chiffres témoignent de l'intérêt et de la préoccupation significative de divers acteurs dans le processus électoral de Madagascar.

Base: 1019



LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS



Caricature par POV Cartoonist

A titre d'exemple, les sujets liés à l'organisation des élections ont été matérialisés par des critiques acerbes, des informations biaisées et des contenus trompeurs adressés aux organes en charge des élections à Madagascar, particulièrement envers la Haute cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante. Ces deux institutions sont en effet critiquées, entre autres, pour leur prétendue partialité ou encore leur manque d'indépendance. La dynamique politique représente également un sujet majeur, étant donné que 31,1% des MDM touchent ce sujet. Les informations sensibles se rapportant à la dynamique politique sont concrétisées par des joutes verbales, des rumeurs, ou encore des informations destinées à ternir l'image de camps politiques opposés. Par ailleurs, un pourcentage significatif de MDM (19,6%) se concentre

sur la participation aux élections. Ce sujet est notamment lié à la candidature d'Andry Rajoelina et la polémique sur son certificat de nationalité du candidat Andry Rajoelina, ou encore sur les campagnes de dénigrement envers les autres prétendants à la magistrature suprême du pays.

Une faible attention des MDM s'est portée sur la gouvernance, dans la mesure où ce sujet n'est évoqué que dans 1,1% des informations sensibles recensées durant le mois d'analyse. Cette situation indique que bien que les élections soient un sujet central, la gouvernance du pays n'a pas été au centre de l'attention médiatique pendant cette période. Il en est de même pour les sujets liés aux projets de société des candidats à l'élection présidentielle et, ceux relatifs aux activités de médiation.

LES PRINCIPALES CIBLES DE MDM

Il s'agit ici de dégager les principales cibles des informations sensibles liées à la thématique politique et électorale. Les données recueillies dans le cadre de ce document durant la période d'analyse indiquent que 74,4% des MDM se concentre sur une entité unique, pendant que 25,6% d'entre elles ciblent plusieurs entités. Ces données mettent en lumière la fréquence des campagnes de désinformation ciblées, visant spécifiquement des individus ou des groupes particuliers.



MDM à cible unique

Base: 1583

LES MDM À CIBLE UNIQUE

Les données exposées dans ce graphique mettent en lumière le fait que les candidats à la présidentielle sont les principales cibles de MDM. Sur les 1178 informations sensibles à cible unique recensées, les candidats à la présidentielle ont effectivement été visés à 567 reprises. Cette situation souligne ainsi une concentration de l'actualité sur les prétendants à la présidence de Madagascar. Cette focalisation s'explique par leur visibilité accrue pendant la pré-campagne et la campagne électorale, et se matérialise par les différentes campagnes de dénigrement adressées par les candidats et leurs partisans envers leurs adversaires. En outre, le processus électoral en lui-même a été visé par 218 informations sensibles, dont la majorité ont été formulées par les par les opposants, et sont destinées à semer le doute quant à sa fiabilité et à sa transparence. Le pouvoir en place occupe également une place centrale dans l'attention médiatique, avec 75 MDM répertoriés, un phénomène courant dans les contextes électoraux. Les informations sensibles qui ont ciblé le pouvoir en place portent, entre autres, sur leur prétendue partialité en faveur du président sortant et candidat à sa propre succession, Andry Rajoelina. D'autres MDM ont accusé les tenants du pouvoir prendre des décisions inconstitutionnelles et illégales. Certaines informations sensibles ciblant les tenants du

pouvoir ont porté sur leur prétendue création de fokontany fictifs dans le but d'opérer des fraudes électorales. En raison du contexte politique et électoral, les politiciens, les forces de défense et de sécurité, la Commission électorale nationale indépendante, la Haute cour constitutionnelle et les membres du gouvernement sont également ciblées par des informations sensibles, avec respectivement 59, 44, 36, 30, et 12 cas. Les forces de défense et de sécurité ont été particulièrement touchées par des informations parfois erronées, du fait de leur implication dans le contexte, souvent marqué par des interventions lors de mouvements organisés par le collectif des candidats à la présidentielle et leurs partisans, impliquant parfois l'utilisation de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et occasionnant de temps à autre des affrontements. Il est à noter que les actions des forces de défense et de sécurité ont été qualifiées de répression par les partisans du collectif des candidats, lesquels ont également critiqué ces forces pour leur prétendue partialité et leur usage excessif de la force. Les MDM touchant la Haute cour constitutionnelle portent également sur la prétendue partialité des juges d'Ambohidahy et de leur mutisme face à l'illégalité des prises de décision du pouvoir exécutif.

LES MDM À CIBLE UNIQUE

Les membres du gouvernement ont également été la cible de MDM. De manière générale, les critiques qui leur ont été adressées concernaient les décisions que le collectif des candidats et leurs partisans ont qualifié de partiales, unilatérales et illégales.

Par ailleurs, l'opérateur Mamy Ravatomanga, qui a été classé dans la catégorie « autres », a également

été ciblée par les informations sensibles. Les MDM qui lui ont été adressées ont porté sur des rumeurs sur son financement de la campagne électorale de certains candidats à la présidentielle, ou encore sur sa mainmise et son veto sur les prises de décisions en haut lieu. Aussi, 4 MDM ont pris pour cible le président de la République, Général Ravalomana Richard, qui

a été d'abord nommé sénateur, puis élu tant que président du Sénat, pour enfin prendre le poste de président de la République par intérim le 27 octobre. Ce dernier est accusé d'avoir donné des ordres aux éléments de la Gendarmerie nationale afin de réprimer les partisans du Collectif des candidats et d'user de la force contre les membres dudit Collectif.



6 novembre à 11:07

L'attitude de forces de l'ordre est justifiée par la déclaration de Ravallo, dans cette vidéo :

Il a clairement déclaré qu'il a l'intention de faire le coup d'Etat(hanongana). Face à ce genre de déclaration, quel régime en place ne prendra pas des mesures nécessaires, même aux pays démocratiques ?

<https://www.facebook.com/12hvaovao/videos/1035341987501484>

En France, par ex : les Gilets Jaunes avaient l'intention d'entrer au palais de l'Elysée, la police a fait tout pour les empêcher, et fait usage de Gaz lacrymogènes, grenades explosives, lanceur de balles de défense,...



6 novembre à 12:15 | répond à

Efa saika hanao zavatra rizareo, fa saingy mailo ny mpitandro ny filaminana :

"Hosavaina avokoa ireo fiara sy olona mihazo an'#Analakely rahampitso 04 novambra ary ho hentitra ny fitandroana ny filaminana eny an-toerana hoy ny EMMOFAR.

Misy olona mivonona hitondra fitaovam-piadiana mahery vaika hanakorontanana eny amin'ny 13 mey hoy izy ireo ka tsy maintsy andraisana fepetra."

<https://www.facebook.com/actusmada/videos/871074107971966>



6 novembre à 13:06 | répond à

Resaka vazaha mody miady io.

Ny voalohany dia mpiasan'i Ravatomanga.

Ny fahatelo dia mpiasan'i Rio Tinto (QMM), Tuléar sands.

Ny faharoa dia mba mitady ho fantatra.

LES MDM À CIBLE UNIQUE

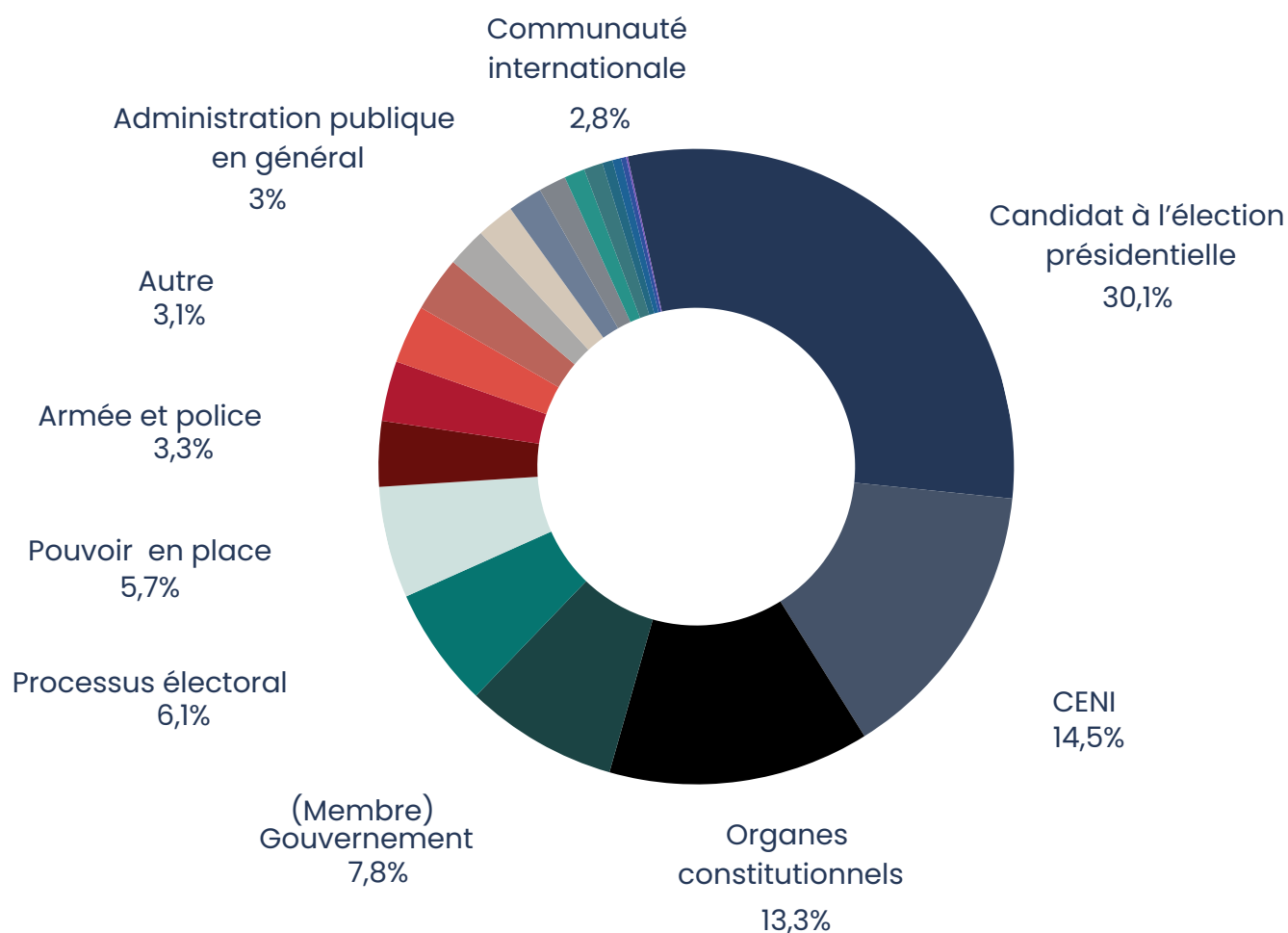
Cible de fausses informations	
Candidat à l'élection présidentielle	567
Processus électoral	218
Pouvoir en place	75
Parti politique (Membre)	59
Armée et police	44
CENI	36
Comité de soutien	33
Organes constitutionnels	30
N.D.	24
Assemblée nationale (Membres)	17
Sénat(eurs)	17
Gouvernement (Membre)	12
Administration Publique en général	11
Communauté internationale	8
Autre	6
Personnes communes/Vox populi/Publique	4
Société civile	4
Figure religieuse	4
Président de la république	4
Média/journaliste/reporter/présentateur	3

LES MDM À PLUSIEURS CIBLES

Le graphique ci-dessous est relatif aux mésinformations, désinformations, et malinformations liées à la politique et aux élections, mais qui touchent plusieurs cibles à la fois. Sur un total de 1583 MDM recensées dans les médias malgaches en un mois, 405 d'entre elles visent plusieurs entités et personnalités.

La plupart des MDM à plusieurs cibles semblent découler des mouvements de contestation ayant ciblé la Haute Cour constitutionnelle, la CENI et le gouvernement en exercice, les accusant de partialité en faveur du candidat à la présidentielle, Andry Nirina Rajoelina. Certains individus ou groupe d'individus ont en effet fait courir la rumeur selon laquelle ce candidat bénéficierait d'un traitement de faveur par rapport à ses concurrents, suggérant qu'il aurait une influence sur les organes chargés de la gestion des élections, notamment la Haute Cour constitutionnelle (HCC), responsable de la publication des résultats officiels de l'élection présidentielle de 2023. D'autres MDM à portée multiple ont également remis en cause le certificat de nationalité d'Andry Rajoelina et sa participation à l'élection présidentielle, impliquant divers acteurs tels que le pouvoir judiciaire, les membres du gouvernement ou encore la HCC. Ces informations non vérifiées ont particulièrement pointé du doigt les membres du pouvoir judiciaire, les accusant d'avoir

facilité l'obtention du certificat de nationalité d'Andry Rajoelina. De plus, la Haute Cour constitutionnelle aurait validé la candidature d'Andry Rajoelina malgré la présumée perte de nationalité malgache suite à sa naturalisation française. Certains membres de l'administration publique, en l'occurrence les préfets, les chefs de districts ou encore les membres des collectivités territoriales décentralisées ont également été victimes de MDM qui les accusent d'opérer des manœuvres douteuses, voire frauduleuses, afin de faire élire le président de la République sortant. Les MDM touchant à la fois les membres de l'administration publique et le processus électoral portent sur des allégations de pressions exercées sur les membres du corps enseignant ou encore sur les fonctionnaires de l'Etat afin que d'obliger ces derniers à participer à la campagne électorale d'un candidat à la présidentielle. Également ciblée par des MDM, la communauté internationale est accusée de connivence avec le candidat Andry Rajoelina en vue de sa réélection.



SYNTHÈSE DE RECOMMANDATIONS

Ci-après une synthèse des recommandations adressées aux divers intervenants impliqués dans la prévention de la propagation de la désinformation, de la mésinformation et de la malinformation liées aux domaines politique et électoral à Madagascar :

Pour faire face à la prolifération des MDM, il est essentiel de promouvoir la littératie médiatique, d'encourager la transparence dans la manière dont les informations sont produites, et de soutenir des pratiques journalistiques responsables. Les efforts de régulation, la promotion de la vérification des faits et le développement de technologies pour détecter les fausses informations sont également des éléments importants dans la lutte contre ce phénomène.

·Etant donné que Facebook est le canal de communication le plus utilisé dans la propagation d'informations sensibles, les efforts de lutte contre les MDM devraient être ciblé davantage sur cette plateforme, avec une attention particulière portée à la sensibilisation du public et à l'amélioration des mécanismes de vérification des faits. Cette situation souligne l'importance de surveiller de près les contenus en ligne, en particulier pendant des périodes électorales.

Une approche multidimensionnelle est nécessaire pour lutter contre la propagation des informations sensibles à vocation politique et électorale. Cette approche inclue l'éducation aux médias, la régulation des plateformes en ligne et la promotion de la transparence dans la diffusion de l'information

Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de régulation et de supervision pour minimiser les risques de diffusion de MDM, notamment dans un contexte électoral.

Face à la diffusion intensive d'informations sensibles dans les émissions interactives, la formation des animateurs, la vérification des faits en temps réel, et l'établissement de normes éthiques strictes pour les émissions interactives s'avèrent primordiales. De plus, encourager la participation citoyenne informée et critique peut contribuer à atténuer l'impact des mésinformations, désinformations et malinformations dans le paysage médiatique.

Face aux stratégies d'anonymat et de falsification d'identité des auteurs de MDM sur les plateformes numériques, une amélioration de la méthode de collecte des données s'avère nécessaire pour une identification plus précise du genre des sources de MDM. Cela implique des efforts concertés des plateformes, des chercheurs, des organismes de régulation ou encore des acteurs gouvernementaux pour renforcer la transparence et la traçabilité en ligne.

Il est également important d'encourager la participation citoyenne en incitant les gens à signaler les informations douteuses et en promouvant une culture de partage responsable sur les médias sociaux. En encourageant la participation citoyenne de manière proactive, il est possible de transformer les individus en acteurs actifs dans la préservation de l'intégrité de l'information en ligne, contribuant ainsi à une société plus résiliente face à la désinformation.